

TIZI-OUZOU

Le lycée de Fréha fermé par les parents d'élèves

Le meilleur lycée de la wilaya de Tizi-Ouzou, classé 1^{er} à l'échelle de la wilaya à quatre reprises et 11^e au niveau national cette année, est dans un état déplorable.

L'établissement de 910 élèves, érigé en préfabriqué en 1990 avec comme durée de vie 10 ans, et qui a tout d'un camp de concentration, menace ruine. De plus, l'amiante présente dans les locaux est un danger permanent pour les élèves et les enseignants.

Les parents d'élèves qui n'ont eu de cesse de réclamer la construction d'un nouveau lycée sont montés au créneau mardi en fermant l'établissement pour exiger des autorités le lancement urgent des travaux d'un nouveau lycée.

Ils menacent de recourir à des actions plus radicales si des mesures urgentes ne sont pas prises. Cette action fait suite à la grève initiée par les élèves depuis la rentrée, excédés par le laxisme des autorités et les promesses non tenues. L'Associa-

tion des parents d'élèves (APE) propose comme solution d'urgence l'affectation de chalets en attendant la réalisation d'une nouvelle infrastructure, et ce, afin de ne pas perturber les programmes scolaires.

Irrités par cette situation qui dure depuis 10 ans, les enseignants ont à leur tour rédigé une déclaration de soutien à l'association dans laquelle ils s'interrogent sur «le mutisme de la direction de l'éducation» également clouée au pilori par l'APE qui n'en revient pas de ce petit mot du secrétaire général de la direction de l'éducation de Tizi-Ouzou qui aurait déclaré, lors de sa visite en juin, qu'il pensait que l'état d'avancement des travaux du projet de construction d'un nouvel établissement était à 50% au moins ! Une aberration pour l'APE. Coups de cœur et coups



Photo : D. R.

de gueule pour dire le drame vécu par la communauté scolaire qui fait montre d'une volonté de fer : «Si on nous met dans des

conditions de travail idéales, nous sommes capables de battre tous les records aux examens du bac», nous dit un représentant du

comité d'élèves. Il nous fait visiter les labos qui ressemblent à des sanitaires, où le gaz fuit et l'électricité absente. «Impossible de faire des TP dans ces locaux désuets», nous dit une lycéenne qui indique que «nous faisons des cours de sciences dans le noir», précisant que cette situation les pousse à prendre des cours privés. Les élèves se disputent les coins d'ombre car le semblant de préau réalisé avec les moyens de bord est insuffisant.

Les classes surchargées (50 élèves par salle) et dépourvues de climatisation, le réfectoire, les magasins, la salle des profs et les labos nous ont glacé de frayeur lors de notre visite : les murs et les plafonds menacent ruine, rafistolés qu'ils sont avec des moyens de fortune. Le magasin dépourvu de moyens de stockage est infesté de rats et de souris.

Résultat : des élèves grelottant de froid pendant les journées fraîches et somnolant lors des journées chaudes avec cette menace permanente d'être un jour ensevelis sous les décombres.

Avant-hier, une élève a reçu sur la tête un pan de fenêtre qui s'est détaché de son cadre, ce qui a nécessité plusieurs points de suture, rapport de la police à l'appui. «Doit-on attendre que le plafond ou les murs s'affaissent sur les élèves pour réagir ?» s'offusque le président de l'APE qui estime qu'il est temps de réagir face à cette situation indigne d'un pays riche.

S. H.

S. Hammoum

RASSEMBLEMENT DE CITOYENS DEVANT LA DAÏRA D'AZAZGA

Les précisions du propriétaire de la salle des fêtes

Le sit-in de protestation organisé dimanche (voir Le Soir d'Algérie du lundi 3 octobre) par les riverains de la salle des fêtes l'Olivier à Azazga, non agréée par l'Etat et qui a fait l'objet d'une décision de fermeture par le wali et dont les protestataires exigent son application, a fait réagir le propriétaire qui a souhaité «apporter ses précisions».

Pour rappel, on s'était déplacé sur ce site le jour même dans un souci d'équité, mais le propriétaire était absent. Tout en reconnaissant que sa salle a effectivement fait l'objet d'un arrêté de fermeture pour défaut de

conformité, et que depuis elle a cessé toute activité, ce que réfutent les manifestants qui indiquent que la salle n'a jamais cessé d'activer causant d'énormes désagréments aux riverains, le propriétaire dénonce «le sacage de son habitation par cinq personnes qui lui ont occasionné des dégâts importants».

Un PV de constat d'un huissier de justice appuyé par des photographies a été établi et une plainte a été déposée selon lui.

Cette scène se serait produite lors de la tentative de clôture de sa résidence suivant un arrêté portant permis de construire, affirme le propriétaire. Ainsi, pour le propriétaire

de la salle, le sit-in observé dimanche n'était qu'un leurre destiné à masquer l'expédition punitive des riverains ayant nécessité le déplacement des éléments de la Sûreté de daïra aux fins de constat.

Sur ce point précis, les manifestants affirment qu'il s'agissait d'une mise en scène destinée à noyauter l'action des citoyens visant l'application de la décision de fermeture de la salle. Ils soutiennent que non seulement la salle active toujours, mais qu'elle a «innové» en intégrant «d'autres activités illécites» qu'ils n'ont pas souhaité détailler.

NAÂMA

Pour une autosuffisance agricole

Placée sous le thème «Les jeunes au service de l'agriculture et de la sécurité alimentaire», la Journée nationale de vulgarisation agricole, dans sa 18^e édition, a été marquée par une vaste exposition étalée sur l'esplanade du CFPA de Aïn-Sefra, à laquelle ont pris part, outre les services de la DSA, la Conservation des forêts, l'HCDS, l'Itelv (technologie des élevages), des agriculteurs, des apiculteurs, des producteurs laitiers et des éleveurs qui ont présenté des produits locaux.

Une rencontre de vente, d'échange et particulièrement de lancement de la campagne agricole. C'est ainsi que la wilaya de Naâma, qui compte 13 443 agriculteurs, 87 apiculteurs et quelque 10 000 éleveurs pour 900 000 têtes, a bénéficié de plusieurs programmes de relance économique et de soutien au

développement rural et de la steppe, des programmes conçus pour plusieurs projets de proximité lancés par la Conservation des forêts de la wilaya de Naâma au profit des fellahs et des éleveurs, dont on note l'attribution pour l'élevage d'ovins, de volailles et de lapins, visant d'un côté la création de l'emploi, et de

l'autre, à freiner un tant soit peu l'exode rural. Une mesure d'accompagnement favorablement accueillie dans les milieux des couches défavorisées des zones éparses. Pour l'ovin, 17 éleveurs ont bénéficié chacun d'un troupeau de 10 têtes de brebis et 2 de béliers, 7 unités de volatiles ont été accordées aux aviculteurs et trois pour l'élevage de lapins. Par ailleurs, 10 kits solaires ont été installés au profit de plusieurs groupements d'habitation rurale, ainsi que le forage des puits de parcours au profit des nomades. On retient aussi dans les milieux ruraux des projets pour la protection des oueds et la conduite d'irrigation des eaux par des séguis au profit des fellahs pour leur périmètre agricole avec la construction de bassins de réserve, indique la Conservation des forêts. Idem pour l'HCDS qui a contribué dans ces mêmes projets, notamment dans la protection et l'amélioration des parcours de transhumance et la mise en défens qui peuvent assurer une meilleure production fourragère et préserver l'activité de l'élevage, par la protection et la restauration des parcours naturels, l'amélio-

ration des conditions d'abreuvement du cheptel, la diversification des activités de la steppe, la valorisation des eaux superficielles. Concernant l'apiculture, l'Itelv a de son côté pris des mesures d'accompagnement pour la protection et la prolifération de l'abeille saharienne, une espèce résistante spécifique à la région dans la bonne production de miel. Notons enfin que sur les 20 millions d'hectares composant la steppe nationale, la wilaya de Naâma totalise près de 3 millions d'hectares, dont les 50% sont dégradés, et dont pas moins de 502 000 hectares sont mis en défens répartis en 22 zones.

Dans les années 50, toutes les cartes décrivent la région de mer de l'alfa ; aujourd'hui, les signes des effets dévastateurs sont pratiquement dus à l'agressivité climatique et humaine à la fois. Les potentialités, les perspectives de développement et les solutions préconisées existent et peuvent être valorisées à condition que les jeunes soient à la hauteur du slogan : «Les jeunes au service de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.»

B. Henine

AÏN-TÉMOUCHENT 36 kilos de kif saisis à El-Maleh

Les services de la police de la wilaya de Aïn-Témouchent ont démantelé un réseau spécialisé dans le trafic de drogue. C'est à la suite d'informations parvenues à la sûreté de wilaya de Aïn-Témouchent faisant part du passage dans la wilaya de trafiquants de drogue à bord d'un véhicule de marque Peugeot 605, qu'un barrage de police fut dressé. Les policiers interceptent alors le véhicule signalé qui venait des frontières ouest et se dirigeait vers la ville d'Oran. La fouille minutieuse du véhicule a permis de découvrir 36 kg de kif traité, sous forme de plaquettes dissimulées sous le siège arrière de la voiture. Les trois individus qui étaient à bord du véhicule, B.L., B. A. et T. N., âgés respectivement de 38, 34 et 36 ans, ont été arrêtés et présentés devant le procureur de la République qui les a placés sous mandat de dépôt.

S. B.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Trois personnes mortes calcinées

Un grave accident de la circulation s'est produit, mardi dernier, en début de soirée sur les hauteurs de la commune d'El-Biodh, à 20 km au nord de Mécheria, causant la mort à trois personnes. Elles ont été retirées calcinées de leur véhicule léger qui est entré en collision avec un poids lourd.

Le choc était tel que les véhicules ont pris feu et leurs occupants n'ont malheureusement pu être sauvés et ont péri sous les flammes. Les services de secours ont évacué les corps vers la morgue de l'hôpital de Mécheria, et une enquête a été aussitôt ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les causes exactes de ce tragique accident.

B. H.